

La cueillette de renseignements constitue un secteur auquel les fournisseurs devront accorder une attention commune accrue. Un grand nombre de panelistes ont évoqué la faiblesse de nos connaissances sur les desseins dangereux de Saddam Hussein ou de Kim Il Sung. Voilà une tâche dans laquelle les services secrets ont, semble-t-il, échoué, mais dont ils devront se préoccuper avec compétence le plus rapidement possible.

Les partisans des démarches régionale et globale relativement au contrôle de l'offre se sont souvent affrontés dans nos panels. Selon les premiers, on devrait d'abord conclure des accords régionaux de contrôle des armements, et y faire participer autant que possible les fournisseurs et les acheteurs. Le Moyen-Orient est le premier endroit où il faut appliquer cette stratégie, en parallèle avec d'autres mesures susceptibles d'accroître la confiance. Les seconds se sont toutefois opposés à cette formule; pour eux, on ne peut pas progresser vers le contrôle régional des armes si les problèmes politiques sous-jacents de la région ne sont pas réglés. Les tenants de l'approche globale croient qu'il faut d'abord et avant tout limiter et délégitimer les armes les plus dangereuses en adoptant des traités internationaux et des mesures de limitation des transferts.

Les tenants des deux thèses s'entendent pour faire intervenir l'ONU davantage dans la limitation des exportations stratégiques et des armements. La résolution 687 exigeant le démantèlement des armes de destruction massive de l'Irak a été accueillie par plusieurs comme un précédent positif présageant un rôle accru pour le Conseil de sécurité. Quelques participants ont demandé que l'ONU participe à l'évaluation des menaces de prolifération, à l'élaboration des listes de produits d'exportation limitée, et à la supervision des accords internationaux dans ce domaine.

De nombreux participants ont souligné à quel point le désarmement des grandes puissances peut contribuer au contrôle du commerce stratégique. Si l'on veut que les États du tiers-monde appuient la limitation des exportations et la non-prolifération, il faudra que les grandes puissances acceptent de donner le bon exemple en renonçant à certaines parties de leurs arsenaux. C'est pratiquement fait dans les domaines chimique et biologique, mais il reste du chemin à faire dans les domaines nucléaire et conventionnel.